

Pensées durables

La crise invite à relire des penseurs qui alertaient sur les limites de notre développement, et à entendre les réflexions actuelles pour faire advenir un monde plus humain et plus durable.

Des auteurs éclairent les impasses de notre modèle de développement, nous aident à penser le « monde d'après », plus humain, plus durable. De fait, la crise invite à redécouvrir ceux qui, depuis plus de cinquante ans, ont alerté sur les impasses de nos sociétés, dans leur rapport à la nature, à la technique, à la consommation, au progrès... Dans son dernier ouvrage, *La Peau fragile du monde* (Galilée, La Croix du 23 avril), le philosophe Jean-Luc Nancy rend ainsi hommage au philosophe Günther Anders et au sociologue et théologien Jacques Ellul, qui figurent parmi ceux que l'on a catalogués comme « prophètes de malheur », regrette-t-il. « Il faut bien se demander pourquoi depuis si longtemps (un siècle au moins) nous nous obstinons à ne pas prêter attention à tant d'avertissements, ceux de Valéry ou de Heidegger, de Günther Anders ou de Jacques Ellul, de Marshall McLuhan ou de Neil Postman, entre bien d'autres », s'interroge Jean-Luc Nancy.

Reprenons donc la conversation avec les pionniers de la critique de la société productiviste et prédatrice. Dès les années 1950, Jacques Ellul (1912-1994) a mis en garde contre les pièges de la société technicienne, obsédée par l'efficacité. « *Aucun fait social, humain, spirituel n'a autant d'importance que le fait technique dans le monde moderne* », écrit-il en ouverture de *La Technique ou l'enjeu du siècle* (1954), déployant au fil des décennies une pensée sensible à la porosité entre la technique et l'homme privé et à la destruction de l'homme intérieur.

L'inquiétude devant la technique est aussi au cœur de l'œuvre de Günther Anders (1902-1992), premier mari d'Hannah Arendt, penseur de la catastrophe après Auschwitz et Hiroshima. Dans un style quasi prophétique, Anders déploie une réflexion hantée par l'incapacité de la conscience humaine à se placer à la hauteur de la puissance conférée par la technique. Pour lui, un certain mode de production

ronge les démocraties occidentales, que la consommation et la surenchère technologique contribuent à entretenir. Pour Anders, le désespoir ne peut être éloigné que par une série de contre-actes, posés par des citoyens vigilants, notamment dans leur rapport aux objets. « *N'aie que des objets dont les maximes pourraient devenir tes propres maximes et, de ce fait, celles d'une législation générale* », écrit-il.

À la même époque, Ivan Illich (1926-2002) déploie sa dénonciation de la société industrielle, écorne le mythe du progrès, refuse la société productiviste qui mise sur la consommation de masse pour la maintenir en vie. « *Agis de telle sorte que ton action soit compatible avec la permanence de la vie authentiquement humaine* » (*Némésis : « la matérialisation du cauchemar »*, 1975) : cette maxime, telle une boussole, continue d'indiquer la bonne direction plus de quarante ans après son écriture.

Dès les années 1950, Jacques Ellul a mis en garde contre les pièges de la société technicienne, obsédée par l'efficacité.

Il faudrait aussi relire les pages d'Illich sur les transports, après ces semaines d'immobilisme où les avions ont été cloués au sol, où les porte-conteneurs transnationaux sont restés à quai, où le confinement a restreint l'ère de vie des citoyens au minimum. Ivan Illich refusait la compulsion à se déplacer pour tout et rien. Il invitait à modeler les espaces et les villes selon l'aptitude des hommes à se mouvoir, à privilégier la marche et le vélo... devenus les alliés du déconfinement ! « *Dès que les hommes dépendent du transport non seulement pour des voyages à plusieurs jours, mais aussi pour les trajets quotidiens, les contradictions entre justice sociale et motorisation, (...) entre liberté individuelle et itinéraires obligés apparaissent en toute clarté. La dépendance forcée à l'égard de l'automobile dénie à une*



Le sociologue américain d'origine autrichienne Ivan Illich, en 1977. MP/Leemage

Pensées durables

«Agis de telle sorte que ton action soit compatible avec la permanence de la vie authentiquement humaine.»

Ivan Illich dans *Némésis*, «la matérialisation du cauchemar», 1975



Contamination du fleuve Rio Doce au Brésil par des boues toxiques après la rupture de deux barrages détenus par la compagnie minière Samarco, en novembre 2015. Nicolo Lanfranchi/Laif/REA

repères

Les revues en éveil

À l'intersection entre actualité et monde des idées, les revues sont un bon observatoire des réflexions sur la crise écologique. En mars, juste avant le déclenchement de la crise épidémique et économique, *Esprit* proposait un numéro sur le thème «L'économie contre l'écologie?», coordonné

par Bernard Perret, spécialiste de longue date de ces questions (esprit.presse.fr), tandis que *Projet* publiait «*Écologie. Mobiliser les indécis*» (revue-projet.com).

Face à la crise, *Études* a créé une nouvelle rubrique «Utopie virale» sur son site (revue-etudes.com), offrant à des auteurs variés un espace pour dessiner le «monde d'après». Ces textes feront l'objet d'une prochaine publication.

●●● Suite de la page 13.

société de vivants cette mobilité dont la mécanisation des transports était le but premier. L'esclavage de la circulation commence», écrivait-il (*Énergie et Équité*, 1975). Sur le terrain de la critique, le philosophe André Gorz (1923-2007) chercha lui aussi avec obstination à sauvegarder un projet existentiel de liberté et d'émancipation mis à mal par la société du travail néolibérale. À desserrer le joug de la rationalité

économique, pour retrouver le sens de la vie bonne. Il invite chacun à réfléchir au «suffisant» qui s'oppose ainsi au «toujours plus» de la logique capitaliste.

Après cette génération de pionniers, d'autres philosophes poursuivront la critique. Jean-Pierre Dupuy invite à penser le paradoxe d'une catastrophe impossible et certaine (*Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2003). Dominique Bourg développe la cartographie

d'une écologie politique (*Le Marché contre l'humanité*, PUF, 2019). Serge Audier qui interroge notre rapport au productivisme (*L'Âge productiviste*, La Découverte, 2019, prix Ricœur cette même année).

Aujourd'hui, alors que la scène intellectuelle est hantée par les limites du capitalisme extractiviste et productiviste (Bruno Latour, Bernard Stiegler, Isabelle Stengers, Hartmut Rosa...), une jeune génération émerge : Pierre Charbonnier (*Abondance et Liberté*, La Découverte, 2020, lire ci-contre), Émilie Hache (*Ce à quoi nous tenons*, la Découverte, 2019), Jacopo Rasmi (avec Yves Citton, *Génération col-lapsonautes*, Seuil, 2020)...

Ils sont soucieux de ne pas se laisser méduser par les catastrophes à venir et de préserver la démocratie, mais aussi de passer du diagnostic à la pratique et à l'engagement. «Il s'agit d'apprendre à habiter ce que désormais nous savons, d'apprendre ce à quoi nous oblige ce qui est en train d'arriver», résumait Isabelle Stengers (*Au temps des catastrophes*, La Découverte, 2013). Comme un passage de relais.

Élodie Maurot

La liberté n'est pas soluble dans l'abondance

Le philosophe Pierre Charbonnier montre que l'exploitation intensive des ressources naturelles est au fondement de la notion de liberté.

Une liberté qu'il nous faut désormais repenser et prolonger, devant l'épuisement de l'abondance.

Abondance et liberté.

Une histoire environnementale des idées politiques

de Pierre Charbonnier

La Découverte, 458 p., 24 €

Nous avons l'habitude de penser l'histoire de nos idées politiques – et notamment la liberté – comme relevant d'une sphère à part, isolée de notre rapport au monde. Dans cette vaste fresque philosophique qui fera date, Pierre Charbonnier, jeune chercheur en philosophie, proche de Bruno Latour et Philippe Descola, actuellement chargé de recherche au CNRS, montre qu'il n'en est rien. Au contraire, son ouvrage entend exposer combien les idées politiques de la modernité sont liées à une certaine conception du rapport à la terre et à l'environnement. Pour lui, notre idéal de liberté partage une consanguinité avec l'usage intensif des ressources naturelles et des sols dont l'exploitation a servi à financer le progrès social depuis deux siècles.

Dans l'introduction, ce qui ne pourrait être qu'une simple anecdote en est, au contraire, l'illustration frappante. Pierre Charbonnier signale que l'administration américaine en charge de l'énergie a récemment baptisé le gaz naturel, un combustible fossile, «molécules de liberté US», convoquant – «de manière brutale et naïve», pointe l'auteur – un imaginaire où la liberté serait littéralement contenue dans la matière fossile et l'émancipation politique directement liée à son exploitation.

Mais les temps changent et le bref épisode – à l'échelle de l'histoire – durant lequel l'abondance maté-

rielle et énergétique a été le moteur de l'émancipation collective est en train de se refermer. Pierre Charbonnier ne nie pas le progrès social que cette exploitation intensive a permis. C'est bien la raison pour laquelle l'urgence de la crise écologique peine aujourd'hui à se transformer en urgence politique. «Il se trouve en effet qu'il est possible, pour certains du moins, de vivre mieux dans un monde qui se dégrade», relève-t-il. L'État providence et ses mécanismes protecteurs sont fragilisés du fait même qu'ils sont tributaires du règne de la croissance qui conditionne leur financement.

L'auteur entend réancrer la question écologique dans le politique, alors que «dépossédés des moyens d'agir adaptés à la situation que l'on expérimente (...), nous sommes toujours tentés de rendre les armes et de situer l'enjeu écologique au-delà du politique – dans une lutte pour la survie ou le salut, ou en deçà – dans l'accumulation de gestes individuels».

Le philosophe entend réancrer la question écologique dans le politique.

Pour le philosophe, décarboner l'économie n'est pas une simple question scientifique ou technique, c'est avant tout un sujet politique. Contrairement à d'autres penseurs de l'écologie, il estime possible de le mener en maintenant la démocratie, «en réinventant les institutions protectrices, les infrastructures urbaines, leurs mécanismes de financement, ainsi que les attachements sociaux qui y trouvent leur place».

L'enjeu est de taille : «Il faut mettre au point des dispositifs permettant d'abaisser notre dépendance à l'égard des énergies sans violer les aspirations collectives qui y sont enchaînées», résume Pierre Charbonnier. Renoncer à l'abondance, sans renoncer à la liberté.

Élodie Maurot